

Convention collective départementale

**IDCC : 829. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES
(Vaucluse)
(20 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 5 juin 1981,
Journal officiel du 13 juin 1981)

**AVENANT N° 67 DU 13 DÉCEMBRE 2016
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2017
ET AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2016**

NOR : ASET1750098M
IDCC : 829

Entre

UIMM Vaucluse

D'une part, et

CFDT

CGT-FO

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Valeur du point au 1^{er} janvier 2017

La valeur du point est fixée à 4,60 €. Elle est établie pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, base mensuelle de 151,67 heures.

Elle doit être adaptée à l'horaire de travail effectif et supporte, ainsi, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

Article 2

TGA à compter de l'année 2016

Le présent avenant institue à compter de 2016, un barème des taux garantis annuels (TGA), s'appliquant aux administratifs et techniciens et agents de maîtrise hors ateliers, aux ouvriers, et aux agents de maîtrise d'ateliers, occupant les fonctions définies par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent les appointements minimaux annuels garantis à partir de 2016, sur la base de l'horaire légal, de 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois. Ils seront adaptés proportionnelle-

ment à l'horaire de travail effectif lorsque celui-ci sera inférieur et devront supporter les majorations d'heures supplémentaires en cas d'horaires supérieurs à 35 heures par semaine.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaires, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- la prime d'ancienneté prévue par la convention collective ;
- les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats des entreprises n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisation en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- majoration pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la convention collective de Vaucluse ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux de garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la rupture du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables au *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonction, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

Article 3

Dépôt légal

Le présent avenant établi en vertu des articles L. 2221-1 du code du travail et suivants fera l'objet des modalités de publicité et de dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Avignon, le 13 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

NOUVELLE CLASSIFICATION TEG 35 h			OUVRIERS	MAÎTRISE d'atelier	ADMINISTRATEURS et techniciens
1	N1	140	17 643		17 643
2		145	17 643		17 643
3		155	17 643		17 643
4	N2	170	17 761		17 761
5		180			17 821
6		190	17 878		17 900
7	N3	215	18 098	18 213	17 920
8		225			18 151
9		240	18 831	18 954	18 647
10	N4	255	19 254	19 399	19 040
11		270	20 382		20 143
12		285	21 508	21 678	21 263
13	N5	305		22 770	22 332
14		335		24 997	24 526
15		365		27 223	26 716
16		395		29 444	28 893